

NOTE D'INFORMATION

LES EVENEMENTS TRAGIQUES D'ALINDAO AU CENTRE DU POINT DE PRESSE DE LA MINUSCA

Bangui, 21 novembre 2018 – Les casques bleus de la MINUSCA maintiennent les mesures destinées à sécuriser et à protéger les civils dans la ville d'Alindao, préfecture de la Basse-Kotto (sud de la République centrafricaine), suite aux violences ayant séoué la ville et causé de nombreuses victimes, entraîné la fuite des déplacés internes et des destructions de biens. Selon le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, le Secrétaire général des Nations Unies a exprimé sa « solidarité avec le Gouvernement et le peuple » de la RCA tandis que son Représentant spécial en RCA a condamné « avec la plus grande fermeté les violences d'Alindao et exprime ses condoléances aux familles éprouvées et à l'Eglise catholique ».

Lors de la conférence de presse hebdomadaire du mercredi, le porte-parole de la Mission ainsi que celui de la Force, Major Soumana Garanke, sont revenus sur les événements, rappelant que tout est parti des affrontements entre anti-Balaka et des ex-Seleka de l'UPC, et ont expliqué comment les casques bleus présents y ont répondu. « La situation sécuritaire est sous contrôle. La MINUSCA y a renforcé son dispositif avec des casques bleus supplémentaires », a indiqué le porte-parole militaire. « La MINUSCA met en garde tous ceux qui sont impliqués dans ces événements, ainsi que leurs chefs, soulignant qu'ils sont individuellement et collectivement responsables des violations graves des droits de l'Homme et du droit international humanitaire et qu'ils feront l'objet de poursuites par les institutions judiciaires nationales et internationales compétentes », a renchéri le porte-parole de la Mission.

Le porte-parole de la MINUSCA est également revenu sur l'engagement des casques bleus partout où ils sont déployés sur le territoire centrafricain, « au péril de leur vie comme ce fut le cas vendredi soir à Gbambia avec la perte d'un soldat de la paix tanzanien ». Il a également dénoncé la tentative de manipulation, à travers la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux faisant faire croire que les membres du contingent déployé à Alindao auraient dansé après les violences dans cette localité.

Au cours de la conférence de presse, le porte-parole a présenté les chiffres sur les violations et abus des droits de l'homme et du droit international

humanitaire documentés entre le 18 et le 19 novembre 2010. « Il y a eu 30 incidents ayant affecté au moins 108 victimes. Sur ce total, 78 sont imputables à l'UPC et à la coalition MPC/FPRC », a indiqué le porte-parole. « La MINUSCA est particulièrement préoccupée cette semaine par les violations graves du droit internationale humanitaire commises par l'UPC à Alindao. Les attaques dirigées contre les civils ainsi que les édifices religieux qui sont protégés par le droit international humanitaire constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité », a souligné le porte-parole, ajoutant que la Mission suit également la situation dans et autour de la ville de Batangafo (Ouham) afin d'éviter un nouveau cycle de violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Pour sa part, le porte-parole de la Police, Adjudant-chef Alioune Kassé, a indiqué qu'une formation spécialisée d'un mois en maintien et rétablissement de l'ordre public a débuté mardi et réunit les 498 policiers et gendarmes récemment sortis ainsi que leurs 80 encadreurs, dans le cadre du renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure. « Par ailleurs, une équipe mixte police-gendarmerie centrafricaine et de la composante Police de la Mission effectue des patrouilles de surveillance et de contrôle sur le fleuve Oubangui pour lutter contre la criminalité », a ajouté le porte-parole.